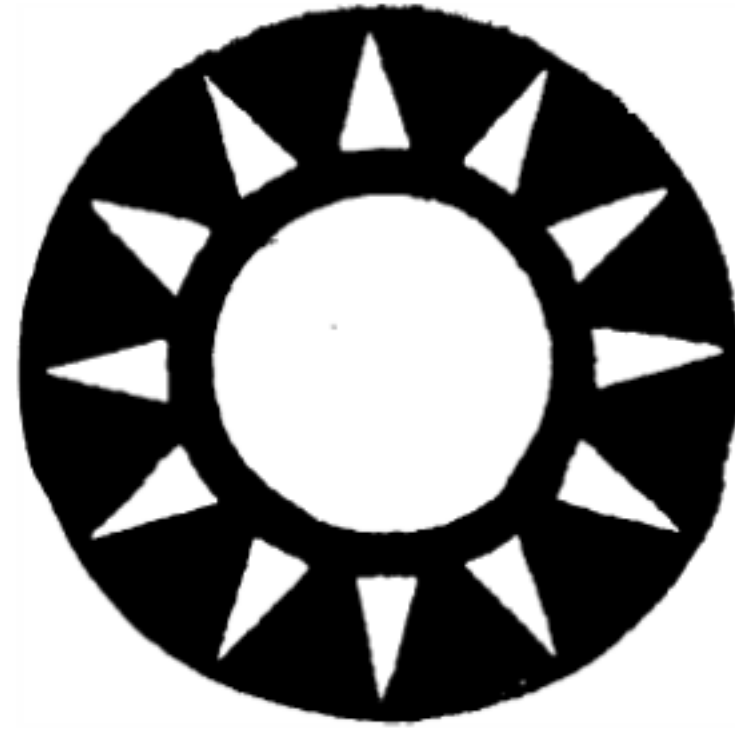


國際第二號(民國十九年)



修正國際裁判常設法庭規約議定書暨
美國加入國際裁判常設法庭規約議定書
批准案
中華民國十九年九月十四日簽定於日
來弗十九年八月二十九日批准於南京

中華民國國民政府外交部編印

修正國際裁判常設法庭規約議定書暨
美國加入國際裁判常設法庭規約議定書 **批准案目錄**

修正國際裁判常設法庭規約議定書原文（附譯文）

批准書

美國加入國際裁判常設法庭規約議定書原文（附譯文）

批准書

附 中國全權代表辦事處致國際聯合會秘書廳函（英文）

國際聯合會秘書廳復中國全權代表辦事處函（英文）

1

REVISION DU STATUT DE LA COUR
PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE
PROTOCOLE

1. Les soussignés, dûment autorisés, conviennent, au nom des gouvernements qu'ils représentent, d'apporter au Statut de la Cour permanente de Justice internationale les amendements qui sont indiqués dans l'annexe au présent Protocole et qui font l'objet de la résolution de l'Assemblée de la Société des Nations du 14 septembre 1929.

2. Le présent Protocole, dont les textes français et anglais feront également foi, sera soumis à la signature de tous les signataires du Protocole du 16 décembre 1920, auquel est annexé le Statut de la Cour permanente de Justice internationale, ainsi qu'à celle des Etats-Unis d'Amérique.

3. Le présent Protocole sera ratifié. Les instruments de ratification seront déposés, si possible avant le 1^{er} septembre 1930, entre les mains du Secrétaire général de la Société des Nations, qui en informera les Membres de la Société et les Etats mentionnés dans l'annexe au Pacte.

4. Le présent Protocole entrera en vigueur le 1^{er} septembre 1930, à condition que le Conseil de la Société des Nations se soit assuré que les Membres de la Société des Nations et les Etats mentionnés dans l'annexe au Pacte, qui auront ratifié le Protocole du 16 décembre 1920, mais dont la ratification sur le présent Protocole n'aurait pas encore été reçue à cette date, ne font pas d'objection à l'entrée en vigueur des amendements au Statut de la Cour qui sont indiqués dans l'annexe au présent Protocole.

5. Dès l'entrée en vigueur du présent Protocole, les nouvelles dispositions feront partie du Statut adopté en 1920 et les dispositions des articles primitifs objet de la revision seront abrogées. Il est entendu que, jusqu'au 1^{er} janvier 1931, la Cour continuera à exercer ses fonctions conformément au Statut de 1920.

REVISION OF THE STATUTE OF THE
PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE
PROTOCOL.

1. The undersigned, duly authorised, agree, on behalf of the Governments which they represent, to make in the Statute of the Permanent Court of International Justice the amendments which are set out in the Annex to the present Protocol and which form the subject of the resolution of the Assembly of the League of Nations of September 14th, 1929.

2. The present Protocol, of which the French and English texts are both authentic, shall be presented for signature to all the signatories of the Protocol of December 16th, 1920, to which the Statute of the Permanent Court of International Justice is annexed, and to the United States of America.

3. The present Protocol shall be ratified. The instruments of ratification shall be deposited, if possible before September 1st, 1930, with the Secretary-General of the League of Nations, who shall inform the Members of the League of Nations and the States mentioned in the Annex to the Covenant.

4. The present Protocol shall enter into force on September 1st, 1930, provided that the Council of the League of Nations has satisfied itself that those Members of the League of Nations and States mentioned in the Annex to the Covenant which have ratified the Protocol of December 16th, 1920, and whose ratification of the present Protocol has not been received by that date, have no objection to the coming into force of the amendments to the Statute of the Court which are annexed to the present Protocol.

5. After the entry into force of the present Protocol, the new provisions shall form part of the Statute adopted in 1920 and the provisions of the original articles which have been made the subject of amendment shall be abrogated. It is understood that, until January 1st, 1931, the Court shall continue to perform its functions in accordance with the Statute of 1920.

6. Dès l'entrée en vigueur du présent Protocole, toute acceptation du Statut de la Cour signifiera acceptation du Statut révisé.

7. Aux fins du présent Protocole, les Etats-Unis d'Amérique seront dans la même position qu'un Etat ayant ratifié le Protocole du 16 décembre 1920.

Fait à Genève, le quatorzième jour de septembre mil neuf cent vingt-neuf, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations. Le Secrétaire général adressera des copies certifiées conformes aux Membres de la Société des Nations et aux Etats mentionnés dans l'annexe au Pacte.

UNION SUD-AFRICAINÉ

Eric H. Louw

ALLEMAGNE

Fr. GAUS

AUSTRALIE

W. HARRISON MOORE

AUTRICHE

Dr. Marcus LEITMAIER

BELGIQUE

Henri ROLIN

6. After the entry into force of the present Protocol, any acceptance of the Statute of the Court shall constitute an acceptance of the Statute as amended.

7. For the purposes of the present Protocol, the United States of America shall be in the same position as a State which has ratified the Protocol of December 16th, 1920.

Done at Geneva, the fourteenth day of September nineteen hundred and twenty-nine, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations. The Secretary-General shall deliver authenticated copies to the Members of the League of Nations and to the States mentioned in the Annex to the Covenant.

UNION OF SOUTH AFRICA

GERMANY

AUSTRALIA

AUSTRIA

BELGIUM

BOLIVIE

BOLIVIA

A. CORTADELLAS.

BRÉSIL

BRAZIL

M. DE PIMENTEL BRANDAO

GRANDE -BRETAGNE

GREAT BRITAIN

ET IRLANDE DU NORD

AND NORTERN IRELAND

ainsi que toutes parties de
l'Empire britannique non
membres séparés de la Société
des Nations.

and all Parts of the British
Empire which are not separate
Members of the League of
Nations.

Arthur HENDERSON

BULGARIE

BULGARIA

Vladimir MOLLOFF

CANADA

CANADA

R. DANDUREAND

CHILI

CHILE

Luis V. DE PORTO-SEGURO

CHINE

CHINA

CHAO-CHU WU

COLOMBIE

COLOMBIA

Francisco José URRUTIA

DANEMARK

DENMARK

Georg COHN

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

DOMINICAN REPUBLIC

M. L. VASQUEZ G.

ESPAGNE	SPAIN
C. BOTELLA	
ESTONIE	ESTONIA
A. SCHMIDT.	
FINLANDE	FINLAND
A. S. YRJÖ-KOSKINEN.	
FRANCE	FRANCE
Henri FROMAGEOT	
GRÈCE	GREECE
POLITIS	
GUATÉMALA	GUATEMALA
Luis V. DE PORTO-SEGURO	
HAÏTI	HAITI
Luc DOMINIQUE	
HONGRIE	HUNGARY
Ladislav GAJZAGO	
INDE	INDIA
Md. HABIBULLAH	
ÉTAT LIBRE D'IRLANDE	IRISH FREE STATE
John A. COSTELLO	
ITALIE	ITALY
Vittorio SCIALOJA	
LETTONIE	LATVIA
Charles DUZMANS.	

LIBÉRIA	A. SOTTILE	LIBERIA
LUXEMBOURG	BECH	LUXEMBURG
NICARAGUA	Francisco TORRES F.	NICARAGUA
NORVÈGE	Arnold RAESTAD	NORWAY
NOUVELLE-ZÉLANDE	C. J. PARR	NEW ZEALAND
PANAMA	J. D. AROSEMENA	PANAMA
PARAGUAY	R. V. CABALLERO DE BEDOYA	PARAGUAY
PAYS-BAS	V. EYSINGA.	THE NETHERLANDS
PÉROU	Mar. H. CORNEJO	PERU
PERSE	P. P. KITABGI	PERSIA
POLOGNE	M. ROSTWOROWSKI S. RUNDSTEIN	POLAND
PORTUGAL	Prof. Doutor J. LOBO D'AVILA LIMA	PORTUGAL

ROUMANIE

ROUMANIA

ANTONIADE

SALVADOR

SALVADOR

J. Gustavo GUERRERO

ROYAUME DES SERBES,
CROATES ET SLOVÈNESKINGDOM OF THE SERBS,
CROATS AND SLOVENES

I. CHOUMENKOVITCH

SIAM

SIAM

VARNVAIDYA

SUÈDE

SWEDEN

E. MARKS VON WÜRTEMBERG.

SUISSE

SWITZERLAND

MOTTA.

TCHÉCOSLOVAQUIE

CZECHOSLOVAKIA

Zd. FIERLINGER

URUGUAY

URUGUAY

A. GUANI

VENEZUELA

VENEZUELA

C. ZUMETA

Copie certifiée conforme.

Certified true copy.

Genève, le 12 Octobre 1929.

Geneva, 12 October, 1929.

*Pour le Secrétaire général:**For the Secretary-General:*

(Signed) J. Teixidor

Conseiller juridique du Secrétariat p.i. Legal Adviser of the Secretariat

ANNEXE AU PROTOCOLE DU 14 SEPTEMBRE 1929

AMENDEMENTS AU
STATUT DE LA COUR PERMANENTE DE
JUSTICE INTERNATIONALE

Les articles 3, 4, 8, 13, 14, 15, 16, 17, 23, 25, 26, 27, 29, 31, 32 et 35 sont remplacés par les dispositions suivantes:

Nouvelle rédaction de l'article 3.

La Cour se compose de quinze membres.

Nouvel article 4.

Les membres de la Cour sont élus par l'Assemblée et par le Conseil sur une liste de personnes présentées par les groupes nationaux de la Cour d'Arbitrage, conformément aux dispositions suivantes.

En ce qui concerne les Membres de la Société qui ne sont pas représentés à la Cour permanente d'Arbitrage, les listes de candidats seront présentées par des groupes nationaux, désignés à cet effet par leurs Gouvernements, dans les mêmes conditions que celles stipulées pour les membres de la Cour d'Arbitrage par l'article 44 de la Convention de La Haye de 1907 sur le règlement pacifique des conflits internationaux.

En l'absence d'accord spécial, l'Assemblée, sur la proposition du Conseil, réglera les conditions auxquelles peut participer à l'élection des membres de la Cour un Etat qui, tout en ayant accepté le Statut de la Cour, n'est pas Membre de la Société des Nations.

Nouvelle rédaction de l'article 8.

L'Assemblée et le Conseil procèdent indépendamment l'un de l'autre à l'élection des membres de la Cour.

Nouvelle rédaction de l'article 13.

Les membres de la Cour sont élus pour neuf ans.

Ils sont rééligibles.

Ils restent en fonction jusqu'à leur remplacement. Après ce remplacement, ils continuent de connaître des affaires dont ils sont déjà saisis.

ANNEX TO THE PROTOCOL OF SEPTEMBER 14 1929.

AMENDMENTS TO THE
STATUTE TO THE PERMANENT COURT OF
INTERNATIONAL JUSTICE.

Articles 3, 4, 8, 13, 14, 15, 16, 17, 23, 25, 26, 27, 29, 31, 32 and 35 are replaced by the following provisions:

New text of Article 3.

The Court shall consist of fifteen members.

New text of Article 4.

The members of the Court shall be elected by the Assembly and by the Council from a list of persons nominated by the national groups in the Court of Arbitration, in accordance with the following provisions.

In the case of Members of the League of Nations not represented in the Permanent Court of Arbitration, the lists of candidates shall be drawn up by national groups appointed for this purpose by their Governments under the same conditions as those prescribed for members of the Permanent Court of Arbitration by Article 44 of the Convention of the Hague of 1907 for the pacific settlement of international disputes.

The conditions under which a State which has accepted the Statute of the Court but is not a member of the League of Nations, may participate in electing the members of the Court shall, in the absence of a special agreement, be laid down by the Assembly on the proposal of the Council.

New text of Article 8.

The Assembly and the Council shall proceed independently of one another to elect the members of the Court.

New text of Article 13.

The members of the Court shall be elected for nine years.

They may be re-elected.

They shall continue to discharge their duties until their places have been filled. Though replaced, they shall finish any cases which they may have begun.

En cas de démission d'un membre de la Cour, la démission sera adressée au Président de la Cour, pour être transmise au Secrétaire général de la Société des Nations.

Cette dernière notification emporte vacance de siège.

Nouvelle rédaction de l'article 14.

Il est pourvu aux sièges devenus vacants selon la méthode suivie pour la première élection, sous réserve de la disposition ci-après: dans le mois qui suivra la vacance, le Secrétaire général de la Société des Nations procédera à l'invitation prescrite par l'article 5, et la date d'élection sera fixée par le Conseil dans sa première session.

Nouvelle rédaction de l'article 15.

Le membre de la Cour élu en remplacement d'un membre dont le mandat n'est pas expiré achève le terme du mandat de son prédécesseur.

Nouvelle rédaction de l'article 16.

Les membres de la Cour ne peuvent exercer aucune fonction politique ou administrative, ni se livrer à aucune autre occupation de caractère professionnel.

En cas de doute, la Cour décide.

Nouvelle rédaction de l'article 17.

Les membres de la Cour ne peuvent exercer les fonctions d'agent, de conseil ou d'avocat dans aucune affaire.

Ils ne peuvent participer au règlement d'aucune affaire dans laquelle ils sont antérieurement intervenus comme agents, conseils ou avocats de l'une des parties, membres d'un tribunal national ou international, d'une commission d'enquête, ou à tout autre titre.

En cas de doute, la Cour décide.

Nouvelle rédaction de l'article 23.

La Cour reste toujours en fonction, excepté pendant les vacances judiciaires, dont les périodes et la durée sont fixées par la Cour.

Les membres de la Cour dont les foyers se trouvent à plus de cinq jours de voyage normal de La Haye auront droit, indépendamment des vacances judiciaires, à un congé de six mois, non compris la durée des voyages, tous les trois ans.

In the case of the resignation of a member of the Court, the resignation will be addressed to the President of the Court for transmission to the Secretary-General of the League of Nations.

This last notification makes the place vacant.

New text of Article 14.

Vacancies which may occur shall be filled by the same method as that laid down for the first election, subject to the following provision: the Secretary-General of the League of Nations shall, within one month of the occurrence of the vacancy, proceed to issue the invitations provided for in Article 5, and the date of the election shall be fixed by the Council at its next session.

New text of Article 15.

A member of the Court elected to replace a member whose period of appointment has not expired, will hold the appointment for the remainder of his predecessor's term.

New text of Article 16.

The members of the Court may not exercise any political or administrative function, nor engage in any other occupation of a professional nature.

Any doubt on this point is settled by the decision of the Court.

New text of Article 17.

No member of the Court may act as agent, counsel or advocate in any case.

No member may participate in the decision of any case in which he has previously taken an active part as agent, counsel or advocate for one of the contesting parties, or as a member of a national or international Court, or of a commission of enquiry, or in any other capacity.

Any doubt on this point is settled by the decision of the Court.

New text of Article 23.

The Court shall remain permanently in session except during the judicial vacations, the dates and duration of which shall be fixed by the Court.

Members of the Court whose homes are situated at more than five days' normal journey from The Hague shall be entitled, apart from the judicial vacations, to six months' leave every three years, not including the time spent in travelling.

Les membres de la Cour sont tenus, à moins de congé régulier, d'empêchement pour cause de maladie ou autre motif grave dûment justifié auprès du Président, d'être à tout moment à la disposition de la Cour.
Nouvelle rédaction de l'article 25.

Sauf exception expressément prévue, la Cour exerce ses attributions en séance plénière.

Sous la condition que le nombre des juges disponibles pour constituer la Cour ne soit pas réduit à moins de onze, le Règlement de la Cour pourra prévoir que, selon les circonstances et à tour de rôle, un ou plusieurs juges pourront être dispensés de siéger.

Toutefois, le quorum de neuf est suffisant pour constituer la Cour.
Nouvelle rédaction de l'article 26.

Pour les affaires concernant le travail, et spécialement pour les affaires visées dans la partie XIII (Travail) du Traité de Versailles et les parties correspondantes des autres traités de paix, la Cour statuera dans les conditions ci-après:

La Cour constituera pour chaque période de trois années une chambre spéciale composée de cinq juges désignés en tenant compte, autant que possible, des prescriptions de l'article 9. Deux juges seront, en outre, désignés pour remplacer celui des juges qui se trouverait dans l'impossibilité de siéger. Sur la demande des parties, cette chambre statuera. A défaut de cette demande, la Cour siégera en séance plénière. Dans les deux cas, les juges sont assistés de quatre assesseurs techniques siégeant à leurs côtés avec voix consultative et assurant une juste représentation des intérêts en cause.

Les assesseurs techniques sont choisis dans chaque cas spécial d'après les règles de procédure visées à l'article 30, sur une liste d' "Assesseurs pour litiges de travail", composée de noms présentés à raison de deux par chaque Membre de la Société des Nations et d'un nombre égal présenté par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail. Le Conseil désignera par moitié des représentants des travailleurs et par moitié des représentants des patrons pris sur la liste prévue à l'article 412 du Traité de Versailles et les articles correspondants des autres traités de paix.

Members of the Court shall be bound, unless they are on regular leave or prevented from attending by illness or other serious reason duly explained to the President, to hold themselves permanently at the disposal of the Court.

New text of Article 25.

The full Court shall sit except when it is expressly provided otherwise.

Subject to the condition that the number of judges available to constitute the Court is not thereby reduced below eleven, the Rules of Court may provide for allowing one or more judges, according to circumstances and in rotation, to be dispensed from sitting.

Provided always that a quorum of nine judges shall suffice to constitute the Court.

New text of Article 26.

Labour cases, particularly cases referred to in Part XIII (Labour) of the Treaty of Versailles and the corresponding portions of the other Treaties of Peace, shall be heard and determined by the Court under the following conditions.

The Court will appoint every three years a special Chamber of five judges, selected so far as possible with due regard to the provisions of Article 9. In addition, two judges shall be selected for the purpose of replacing a judge who finds it impossible to sit. If the parties so demand, cases will be heard and determined by this Chamber. In the absence of any such demand, the full Court will sit. In both cases, the judges will be assisted by four technical assessors sitting with them, but without the right to vote, and chosen with a view to ensuring a just representation of the competing interests.

The technical assessors shall be chosen for each particular case in accordance with rules of procedure under Article 30 from a list of "Assessors for Labour Cases" composed of two persons nominated by each Member of the League of Nations and an equivalent number nominated by the Governing Body of the Labour Office. The Governing Body will nominate, as to one-half, representatives of the workers, and, as to one-half, representatives of employers from the list referred to in Article 412 of the Treaty of Versailles and the corresponding Articles of the other Treaties of Peace.

Le recours à la procédure sommaire visée à l'article 29 reste toujours ouvert dans les affaires visées à l'alinéa premier du présent article, si les parties le demandent.

Dans les affaires concernant le travail, le Bureau international aura la faculté de fournir à la Cour tous les renseignements nécessaires et, à cet effet, le Directeur de ce Bureau recevra communication de toutes les pièces de procédure présentées par écrit.

Nouvelle rédaction de l'article 27.

Pour les affaires concernant le transit et les communications, et spécialement pour les affaires visées dans la partie XII (Ports, Voies d'eau, Voies ferrées) du Traité de Versailles et les parties correspondantes des autres traités de paix, la Cour statuera dans les conditions ci-après:

La Cour constituera, pour chaque période de trois années, une chambre spéciale composée de cinq juges désignés en tenant compte autant que possible des prescriptions de l'article 9. Deux juges seront, en outre, désignés pour remplacer celui des juges qui se trouverait dans l'impossibilité de siéger. Sur la demande des parties, cette chambre statuera. A défaut de cette demande, la Cour siégera en séance plénière. Si les parties le désirent, ou si la Cour le décide, les juges seront assistés de quatre assessurs techniques siégeant à leurs côtés avec voix consultatives.

Les assessurs techniques seront choisis dans chaque cas spécial d'après les règles de procédure visées à l'article 36, sur une liste d'Assessurs pour litiges de transit et de communications", composée de noms présentés à raison de deux par chaque Membre de la Société des Nations.

Le recours à la procédure sommaire visée à l'article 29 reste toujours ouvert dans les affaires visées à l'alinéa premier du présent article, si les parties le demandent.

Nouvelle rédaction de l'article 29.

En vue de la prompt expédition des affaires, la Cour compose annuellement une Chambre de cinq juges, appelés à statuer en procédure sommaire lorsque les parties le demandent. Deux juges seront, en outre, désignés, pour remplacer celui des juges qui se trouverait dans l'impossibilité de siéger.

Nouvelle rédaction de l'article 31.

Les juges de la nationalité de chacune des parties en cause conservent le droit de siéger dans l'affaire dont la Cour est saisie.

Recourse may always be had to the summary procedure provided for in Article 29, in the cases referred to in the first paragraph of the present Article, if the parties so request.

In Labour cases, the International Office shall be at liberty to furnish the Court with all relevant information, and for this purpose the Director of that Office shall receive copies of all the written proceedings.

New text of Article 27.

Cases relating to transit and communications, particularly cases referred to in Part XII (Ports, Waterways and Railways) of the Treaty of Versailles and the corresponding portions of the other Treaties of Peace shall be heard and determined by the Court under the following conditions:

The Court will appoint every three years a special Chamber of five judges, selected so far as possible with due regard to the provisions of Article 9. In addition, two judges shall be selected for the purpose of replacing a judge who finds it impossible to sit. If the parties so demand, cases will be heard and determined by this Chamber. In the absence of any such demand, the full Court will sit. When desired by the parties or decided by the Court, the judges will be assisted by four technical assessors sitting with them, but without the right to vote.

The technical assessors shall be chosen for each particular case in accordance with rules of procedure under Article 36 from a list of "Assessors for Transit and Communications Cases" composed of two persons nominated by each Member of the League of Nations.

Recourse may always be had to the summary procedure provided for in Article 29, in the cases referred to in the first paragraph of the present Article, if the parties so request.

New text of Article 29.

With a view to the speedy despatch of business, the Court shall form annually a Chamber composed of five judges who, at the request of the contesting parties, may hear and determine cases by summary procedure. In addition, two judges shall be selected for the purpose of replacing a judge who finds it impossible to sit.

New text of Article 31.

Judges of the nationality of each of the contesting parties shall retain their right to sit in the case before the Court.

Si la Cour compte sur le siège un juge de la nationalité d'une des parties, l'autre partie peut désigner une personne de son choix pour siéger en qualité de juge. Celle-ci devra être prise de préférence parmi les personnes qui ont été l'objet d'une présentation en conformité des articles 4 et 5.

Si la Cour ne compte sur le siège aucun juge de la nationalité des parties, chacune de ces parties peut procéder à la désignation d'un juge de la même manière qu'au paragraphe précédent.

La présente disposition s'applique dans le cas des articles 26, 27 et 29. En pareils cas, le Président priera un, ou, s'il y a lieu, deux des membres de la Cour composant la Chambre, de céder leur place aux membres de la Cour de la nationalité des parties intéressées et, à défaut ou en cas d'empêchement, aux juges spécialement désignés par les parties.

Lorsque plusieurs parties font cause commune, elles ne comptent, pour l'application des dispositions qui précèdent, que pour une seule. En cas de doute, la Cour décide.

Les juges désignés, comme il est dit aux paragraphes 2, 3 et 4 du présent article, doivent satisfaire aux prescriptions des articles 2; 17, alinéa 2; 20 et 24 du présent Statut. Ils participent à la décision dans des conditions de complète égalité avec leurs collègues.

Nouvelle rédaction de l'article 32.

Les membres de la Cour reçoivent un traitement annuel.

Le président reçoit une allocation annuelle spéciale.

Le vice-président reçoit une allocation spéciale pour chaque jour où il remplit les fonctions de président.

Les juges désignés par application de l'article 31, autres que les membres de la Cour, reçoivent une indemnité pour chaque jour où ils exercent leurs fonctions.

Ces traitements, allocations et indemnités sont fixés par l'Assemblée de la Société des Nations sur la proposition du Conseil. Ils ne peuvent être diminués pendant la durée des fonctions.

Le traitement du Greffier est fixé par l'Assemblée sur la proposition de la Cour.

If the Court includes upon the Bench a judge of the nationality of one of the parties, the other party may choose a person to sit as judge. Such person shall be chosen preferably from among those persons who have been nominated as candidates as provided in Article 4 and 5.

If the Court includes upon the Bench no judge of the nationality of the contesting parties, each of these parties may proceed to select a judge as provided in the preceding paragraph.

The present provision shall apply to the case of Articles 26, 27 and 29. In such cases, the President shall request one or, if necessary, two of the members of the Court forming the Chamber to give place to the members of the Court of the nationality of the parties concerned, and, failing such or if they are unable to be present, to the judges specially appointed by the parties.

Should there be several parties in the same interest, they shall, for the purpose of the preceding provisions, be reckoned as one party only. Any doubt upon this point is settled by the decision of the Court.

Judges selected as laid down in paragraphs 2, 3 and 4 of this Article shall fulfil the conditions required by Articles 2, 17 (paragraph 2), 20 and 24 of this Statute. They shall take part in the decision on terms of complete equality with their colleagues.

New text of Article 32.

The members of the Court shall receive an annual salary.

The President shall receive a special annual allowance.

The Vice-President shall receive a special allowance for every day on which he acts as President.

The judges appointed under Article 31, other than members of the Court, shall receive an indemnity for each day on which they sit.

These salaries, allowances and indemnities shall be fixed by the Assembly of the League of Nations on the proposal of the Council. They may not be decreased during the term of office.

The salary of the Registrar shall be fixed by the Assembly on the Proposal of the Court.

Un règlement adopté par l'Assemblée fixe les conditions dans lesquelles les pensions sont allouées aux membres de la Cour et au Greffier, ainsi que les conditions dans lesquelles les membres de la Cour et le Greffier reçoivent le remboursement de leurs frais de voyage.

Les traitements, indemnités et allocations sont exempts de tout impôt.
Nouvelle rédaction de l'article 35.

La Cour est ouverte aux Membres de la Société des Nations, ainsi qu'aux Etats mentionnés à l'annexe au Pacte.

Les conditions auxquelles elle est ouverte aux autres Etats sont, sous réserve des dispositions particulières des traités en vigueur, réglées par le Conseil, et dans tous les cas, sans qu'il puisse en résulter pour les parties aucune inégalité devant la Cour.

Lorsqu'un Etat, qui n'est pas Membre de la Société des Nations, est partie en cause, la Cour fixera la contribution aux frais de la Cour que cette partie devra supporter. Toutefois cette disposition ne s'appliquera pas, si cet Etat participe aux dépenses de la Cour.

Le texte français de l'article 38, no. 4, est remplacé par la disposition suivante :

4. Sous réserve de la disposition de l'article 59, les décisions judiciaires et la doctrine des publicistes les plus qualifiés des différentes nations, comme moyen auxiliaire de détermination des règles de droit.

[Il n'y a pas de changement dans le texte anglais.]

Les articles 39 et 40 sont remplacés par les dispositions ci-après:
Nouvelle rédaction de l'article 39.

Les langues officielles de la Cour sont le français et l'anglais. Si les parties sont d'accord pour que toute la procédure ait lieu en français, le jugement sera prononcé en cette langue. Si les parties sont d'accord pour que toute la procédure ait lieu en anglais, le jugement sera prononcé en cette langue.

A défaut d'un accord fixant la langue dont il sera fait usage, les parties pourront employer pour les plaidoiries celle des deux langues qu'elles préféreront, et l'arrêt de la Cour sera rendu en français et en anglais. En ce cas, la Cour désignera en même temps celui des deux textes qui fera foi.

Regulations made by the Assembly shall fix the conditions under which retiring pensions may be given to members of the Court and to the Registrar, and the conditions under which members of the Court and the Registrar shall have their travelling expenses refunded.

The above salaries, indemnities and allowances shall be free of all taxation.

New text of Article 35.

The Court shall be open to the Members of the League and also to States mentioned in the Annex to the Covenant.

The conditions under which the Court shall be open to other States shall, subject to the special provisions contained in treaties in force, be laid down by the Council, but in no case shall such provisions place the parties in a position of inequality before the Court.

When a state which is not a Member of the League of Nations is a party to a dispute, the Court will fix the amount which that party is to contribute towards the expenses of the Court. This provision shall not apply if such State is bearing a share of the expenses of the Court.

The French text of Article 38, No. 4, is replaced by the following provision:

4. Sous réserve de la disposition de l'article 59, les décisions judiciaires et la doctrine des publicistes les plus qualifiés des différentes nations, comme moyen auxiliaire de détermination des règles de droit.

[There is no change in the English text.]

Articles 39 and 40 are replaced by the following provisions:

New text of Article 39.

The official languages of the Court shall be French and English. If the parties agree that the case shall be conducted in French, the judgment will be delivered in French. If the parties agree that the case shall be conducted in English, the judgment will be delivered in English.

In the absence of an agreement as to which language shall be employed, each party may, in the pleadings, use the language which it prefers; the decision of the Court will be given in French and English. In this case the Court will at the same time determine which of the two texts shall be considered as authoritative.

La Cour pourra, à la demande de toute partie, autoriser l'emploi d'une langue autre que le français ou l'anglais.

Nouvelle rédaction de l'article 40.

Les affaires sont portées devant la Cour, selon le cas, soit par notification du compromis, soit par une requête, adressées au Greffe; dans les deux cas, l'objet du différend et les parties en cause doivent être indiqués.

Le Greffe donne immédiatement communication de la requête à tous intéressés,

Il en informe également les Membres de la Société des Nations par l'entremise du Secrétaire général, ainsi que les Etats admis à ester en justice devant la Cour.

Le texte anglais de l'article 45 est remplacé par la disposition suivante:

The hearing shall be under the control of the President or, if he is unable to preside, of the Vice-President; if neither is able to preside, the senior judge present shall preside.

[Il n'y a pas de changement dans le texte français.]

Le nouveau chapitre suivant est ajouté au Statut de la Cour:

CHAPITRE IV. AVIS CONSULTATIFS.

Nouvel article 65.

Les questions sur lesquelles l'avis consultatif de la Cour est demandé sont exposées à la Cour par une requête écrite, signée soit par le président de l'Assemblée ou par le Président du Conseil de la Société des Nations soit par le Secrétaire général de la Société agissant en vertu d'instructions de l'Assemblée ou du Conseil.

La requête formule, en termes précis, la question sur laquelle l'avis de la Cour est demandé. Il y est joint tout document pouvant servir à élucider la question

Nouvel article 66.

1. Le Greffier notifie immédiatement la requête demandant l'avis consultatif aux membres de la Société des Nations par l'entremise du Secrétaire général de la Société, ainsi qu'aux Etats admis à ester en justice devant la Cour.

The Court may, at the request of any party, authorise a language other than French or English to be used.

New text of Article 40.

Cases are brought before the Court, as the case may be, either by the notification of the special agreement or by a written application addressed to the Registrar. In either case the subject of the dispute and the contesting parties must be indicated.

The Registrar shall forthwith communicate the application to all concerned.

He shall also notify the Members of the League of Nations through the Secretary-General, and also any States entitled to appear before the Court.

The English text of Article 45 is replaced by the following provision:

The hearing shall be under the control of the President or, if he is unable to preside, of the Vice-President; if neither is able to preside, the senior judge present shall preside.

[There is no Change in the French text.]

The following new chapter is added to the Statute of the Court:

CHAPTER IV. – ADVISORY OPINIONS.

New Article 65.

Questions upon which the advisory opinion of the Court is asked shall be laid before the Court by means of a written request, signed either by the President of the Assembly or the President of the Council of the League of Nations, or by the Secretary-General of the League under instructions from the Assembly or the Council.

The request shall contain an exact statement of the question upon which an opinion is required, and shall be accompanied by all documents likely to throw light upon the question.

New Article 66.

1. *The Registrar shall forthwith give notice of the request for an advisory opinion to the Members of the League of Nations, through the Secretary-General of the League, and to any States entitled to appear before the Court.*

En outre, à tout Membre de la Société, à tout État admis à ester devant la Cour et à toute organisation internationale jugés, par la Cour ou par le Président si elle ne siège pas, susceptibles de fournir des renseignements sur la question, le Greffier fait connaître, par communication spéciale et directe, que la Cour est disposée à recevoir des exposés écrits dans un délai à fixer par le Président, ou à entendre des exposés oraux au cours d'une audience publique tenue à cet effet.

Si un des Membres de la Société ou des États mentionnés au premier alinéa du présent paragraphe, n'ayant pas été l'objet de la communication spéciale ci-dessus visée, exprime le désir de soumettre un exposé écrit ou d'être entendu, la Cour statue.

2. Les Membres, États ou organisations qui ont présenté des exposés écrits ou oraux sont admis à discuter les exposés faits par d'autres Membres, États et organisations dans les formes, mesures et délais fixés dans chaque cas d'espèce, par la Cour, ou, si elle ne siège pas, par le Président. A cet effet, le Greffier communique en temps voulu les exposés écrits aux Membres, États ou organisations qui en ont eux-mêmes présentés.

Nouvel article 67.

La Cour prononcera ses avis consultatifs en audience publique, le Secrétaire général de la Société des Nations et les représentants des membres de la Société, des États et des organisations internationales directement intéressés étant prévenus.

Nouvel article 68.

Dans l'exercice de ses attributions consultatives, la Cour s'inspirera en outre des dispositions du Statut qui s'appliquent en matière contentieuse, dans la mesure où elle les reconnaîtra applicables.

The Registrar shall also, by means of a special and direct communication, notify any Member of the League or State admitted to appear before the Court or international organisation considered by the Court (or, should it not be sitting, by the President) as likely to be able to furnish information on the question, that the Court will be prepared to receive, within a time-limit to be fixed by the President, written statements, or to hear, at a public sitting to be held for the purpose, oral statements relating to the question.

Should any Member or State referred to in the first paragraph have failed to receive the communication specified above, such Member or State may express a desire to submit a written statement, or to be heard; and the Court will decide.

2. *Members, States, and organisations having presented written or oral statements or both shall be admitted to comment on the statements made by other Members, States, or organisations in the form, to the extent and within the time-limits which the Court, or, should it not be sitting, the President, shall decide in each particular case. Accordingly, the Registrar shall in due time communicate any such written statements to Members, States, and organisations having submitted similar statements.*
New Article 67.

The Court shall deliver its advisory opinions in open Court, notice having been given to the Secretary-General of the League of Nations and to the representatives of Members of the League, of States and of international organisations immediately concerned.

New Article 68.

In the exercise of its advisory functions, the Court shall further be guided by the provisions of the Statute which apply in contentious cases to the extent to which it recognises them to be applicable.

修正國際裁判常設法庭規約議定書（譯文）

（一） 後列簽字人經各國特派各以所代表之政府名義承認將本議定書附件所載並經一九二九年九月十四日國際聯合會大會議決之修正文列入國際裁判常設法庭規約之內

（二） 本議定書應送交一九二〇年十二月十六日國際裁判常設法庭規約議定書簽字各國及美國請其簽字法文英文同一作準

（三） 本議定書須經批准批准文件應送交國際聯合會秘書長存檔在一九三〇年九月一日以前送到為佳由該秘書長通知國際聯合會會員國及盟約附件所載之國

（四） 設使國際聯合會行政院確知凡批准一九二〇年十二月十六日議定書之國際聯合會會員國及盟約附件所載之國雖尚未將本議定書之批准文件交到但並不反對附於本議定書後之法庭規約修正文發生效力則本議定書應於一九三〇年九月一日發生效力

（五） 本議定書發生效力後新條款應成爲一九二〇年所訂規約之一部分原有條款應即廢止但在一九三一年一月一日以前

該法庭仍依照一九二〇年規約執行職務

(六) 本議定書發生效力後凡承認法庭規約者於已修正之規約自應一體承認

(七) 本議定書之用意在使美國與批准一九二〇年十二月十六日議定書各國列於同等地位

一九二九年九月十四日訂於日來弗繕寫一份存於國際聯合會祕書廳之檔案祕書長應將簽證之抄本分送國際聯合會會員國及盟約附件所載之國

南非聯邦 Eric H. Louw.

德意志 Fr. Gaus

25

澳大利亞 W. Harrison Moore.

奧地利 Dr. Marcus Leitzmaier

比利時 Henri Rolin

波利維亞 A. Cortadellas.

巴西 M. DE PIMENTEL BRANDAO

大不列顛北愛爾蘭及不爲國際聯合會會員國之不列顛帝國各部 **ARTHUR HENDERSON**

布加利亞 **Vladimir MOLTOFF**

坎拿大 **R. DANDURAND**

智利 **Luis V. DE PORTO-SAGURO**

中國 **伍朝樞**

哥倫比亞 **Francisco José IRRUTIA**

丹麥 **Georg COHN**

多米尼加共和國 **M. L. VASQUEZ G.**

西班牙 **C. BOTELLA**

愛沙尼亞 **A. SCHMIDT.**

芬蘭 **A. S. YRJÖ-KOSKINEN.**

法蘭西 **Henri FROMAGEOT**

希臘 POLTIS

瓜地瑪拉 Luis V. DE PORTO-SEGURO

海地 Luc DOMINIQUE

匈牙利 Ladislav GARZAGO

印度 Md. HABIBULLAH

愛爾蘭自由邦 John A. COSTELLO

27 義大利 Vittorio SCIALOJA

拉脫維亞 Charles DUZMANS,

里比利亞 A. SOTILE

盧森堡 BECH

尼加拉瓜 Francisco TORRES F.

那威 Arnold RAFTSTAD

紐絲綸 C. J. PARR

巴拿馬 J. D. AROSEMENA

巴拉圭 R. V. CABALLERO DE BEDOYA

和蘭 V. EYSINGA.

祕魯 Mar. H. CORNEJO

波斯 P. P. KUTABGI

波蘭 M. ROSTWOROWSKI S. RUNSTEIN

葡萄牙 Prof. Doutor J. Lobo D'AVILA LIMA

羅馬尼亞 ANTONIADÉ

隆爾瓦多 J. Gustavo GERRERO

南斯拉夫王國 I. CHOCIMENKOVITIC

暹羅 VARNVAIDYA.

瑞典 E. MARKS VON WÜRTENBERG.

瑞士 MOTTA.

捷克斯拉夫 Zl. FERLINGER

烏拉圭 A. GUANI

委內瑞拉 C. ZUMETA

國際裁判常設法庭規約修正文 附於一九二九年九月十四日議定書後

第三第四第八第十三第十五第十六第十七第二十三第二十五第二十六第二十七第二十九第三十一第三十二及第三十五各條代以下列條款

第三條新條文

法庭由十五人組成之

29

第四條新條文

法庭人員由大會及行政院依照下列條款之規定在公斷法院列國選舉團所提出之名單內選出之

在公斷法院未派代表之國際聯合會會員國其候選人名單應由各該國政府爲此事所指派之選舉團提出該選舉團之指派應照一九〇七年海牙和解國際紛爭條約第四十四條規定指派公斷法院人員條件辦理

凡業經承認法庭規約之國而非國際聯合會會員者其參加選舉法庭人員之條件如無特別協定應由大會經行政院之提議而規定之

第八條新條文

大會與行政院選舉法庭人員應各自進行

第十三條新條文

法庭人員任期九年

得再被選

須至受代時方能離職所有經手未結之案在受代後仍歸辦理

如欲辭職其辭職書應送交法庭庭長轉送國際聯合會祕書長

經此最後通知即為缺出

第十四條新條文

如遇缺出應照第一次選舉時所用之法選員補充之但須依照下列條件辦理即於缺出一個月內由國際聯合會祕書長按照

第五條之規定發出請書並由行政院於下屆會議時決定選舉日期

第十五條新條文

被選以代任期末滿者之法庭人員其任期應以前任任期屆滿為止

第十六條新條文

法庭人員不得行使政治或行政職務並不得經營他種職業關於此點有疑義時由本法庭判決之

第十七條新條文

法庭人員對一切案件均不得担任代理人或輔佐人或律師之職務

法庭人員不論何種案件設本人曾經預聞如曾充兩造之一之代理人或輔佐人或律師又或曾充本國法庭或國際法庭或審查委員會或他種名義之人員均不得參預該案之判決關於此點有疑義時由本法庭判決之

第二十三條新條文

法庭除司法假期外應常川開庭司法假期之日期及久暫由法庭自定之

法庭人員如住所與海牙相距在普通路程五日以上者於司法假期以外每三年得請假六個月並得除去在途之日計算法庭人員除例假或因疾病或因其他重大事故經陳明庭長不能到庭外須常受法庭支配

第二十五條新條文

除經明文規定外法官全體均須出庭

除準備開庭之法官人數不得少於十一人之條件外法庭章程得規定允許法官一人或數人按照情形及輪流缺席然法官滿九人之法定數時亦可開庭

第二十六條新條文

關於勞工事件尤以關於凡爾賽條約第十三部（勞工）暨其他和約同等部分所指之事件法庭應照下列條件聽斷

法庭得於每三年指派法官五人組織特別分庭選擇此項法官時應盡力顧及第九條之規定另派法官二人以備代替不能出庭之法官經兩造之請求該分庭即可聽斷案件無此項請求時法官全體均須出庭上述兩種情事均得設專門陪審官四人助理法官位於其旁但無表決權意在使各造利益得有公平代表

專門陪審官係為各種特定事件而設按照第三十條所述之訴訟規則在勞工事件陪審官名單上選派此項名單由國際聯合會會員國各舉兩名另由國際勞工局理事部舉出相等之數組成之該理事部得於凡爾賽條約第四百十二條暨其他和約同等條款所述之名單中指派工人代表及業主代表各半數

關於本條第一節所述之案件經兩造之請求得由第二十九條規定之簡易訴訟法解決之

關於勞工事件國際勞工局得以必要情節告知法庭該局長因此得收受各種訴訟文書鈔件

第二十七條新條文

關於通過及交通事件尤以關於凡爾賽條約第十二部（海口水道鐵路）暨其他和約同等部分所指之事件法庭應照下列條件聽斷

法庭得於每三年指派法官五人組織特別分庭選擇此項法官時應盡力顧及第九條之規定另派法官二人以備代替不能出庭之法官經兩造之請求該分庭即可聽斷案件無此項請求時全體法官均須出庭倘由兩造請願或出法庭決定得設專門陪審官四人助理法官位於其旁但無表決權

專門陪審官係爲各種特定事件而設按照第三十條所述之訴訟規則在通過及交通事件陪審官名單上選派此項名單由國際聯合會會員國各舉兩名組成之

關於本條第一節所述之案件經兩造之請求得由第二十九條規定之簡易訴訟法解決之

第二十九條新條文

爲處理案件迅速起見法庭每年以法官五人組織一分庭經兩造之請求該分庭即可用簡易訴訟法聽斷案件另派法官二人以備代替不能出庭之法官

第三十一條新條文

相訟各造國籍之法官於法庭受理該訟案時仍得保有其出庭之權

如法庭裁判席上有一造國籍之法官一人則他造亦得選一人爲出庭法官此項人員最好從第四條第五條所述之候選人中選充

如兩造在法庭裁判席上均無本國國籍法官時則可各照前節所述選派法官一人

本條款准適用於第二十六第二十七及第二十九各條之情形在此種情形下庭長應請分庭法官一人或二人退席讓於兩造國籍之法官倘無兩造國籍之法官或該項法官不能出席時則讓於兩造指派之法官

如數國同爲一事起訴則於適用上項條款之際祇能作一國論有疑義時由本法庭裁決之

照本條第二第三及第四各節規定所選派之法官須合於本規約第二第十七（第二節）第二十及第二十四各條規定之條件在判案時與同僚立于完全平等地位

第三十二條新條文

法庭人員每年受領俸薪

庭長每年受領特別津貼

副庭長當執行庭長職務時按日受領特別津貼

法庭人員以外其照三十一條規定所指派之法官於開庭執行職務時按日受領酬金

此項俸金津貼及酬金由國際聯合會大會依據行政院之建議定之在任期內不得減少

書記官之薪俸由國際聯合會依據法庭之建議定之

退職法庭人員及書記官之支給養老金辦法暨補領旅費辦法由國際聯合會大會制定章程以定之

上述俸薪酬金及津貼免除一切課稅

第三十五條新條文

法庭受理國際聯合會會員國及盟約附件所載各國之訴訟

法庭受理其他各國訴訟之條件除現行條約所定特別條款外由行政院定之但無論如何此項條件不得使各造在法庭前處

於不平等地位

非國際聯合會會員國爲爭訟之一造時其應担法庭費用之數由法庭定之但如業經分擔法庭費用卽不適用此條

第三十八條第四節法文本應代以下列條款

4. Sous réserve de la disposition de l'article 59, les décisions judiciaires et la doctrine des publicistes les plus qualifiés des différentes nations, comme moyen auxiliaire de détermination des règles de droit.

(英文本不改)

第三十九條及第四十條代以下列條款

第三十九條新條文

法庭以英法兩文爲官用文字如各造同意用法文辦理案件則判詞卽用法文宣告如各造同意用英文辦理案件則判詞卽用英文宣告

如未經同意用何種文字則各造於訴訟中得於英法兩文任便擇用而法庭判詞則用英法兩文宣告且同時確定以何文爲準
法庭經各造之請求得准其不用英法文另用他一國文

第四十條新條文

向法庭起訴應將所訂特別協定通告書記官或繕一陳訴書呈送書記官可斟酌情形辦理惟無論如何均應列敘案情及訴訟

各造

書記官應立將陳訴書通知各關係國

書記官並須經由國際聯合會秘書長通知國際聯合會會員國及有資格出庭之國

第四十五條英文本代以下列條款

The hearing shall be under the control of the President or, if he is unable to preside, of the Vice-President; if neither is able to preside, the senior judge present shall preside.

36

(法文本不改)

法庭規約新增下列一章

第四章 諮詢意見

第六十五條新條文

凡須向法庭諮詢意見之問題應備一請求書送交法庭簽字於請求書者或為國際聯合會大會會長或為行政院院長或國際聯合會秘書長奉大會或行政院之命為之

該請求書應於諮詢意見之問題備有翔實之紀錄並須檢同足供參考之一切文牘

第六十六條新條文

(一)書記官應即將諮詢意見之請求經由國際聯合會秘書長通知國際聯合會會員國及有資格出庭之國

書記官並須由特別及直接傳達方法將法庭準備於庭長所定期限內接受關係該問題之書面陳述或準備於本案公開庭審時聽受口頭陳述各節通知各會員國或准許出庭之國或法庭(不開庭時則由庭長)認為對於該問題可以供給消息之國際團體

如會員國或第一節所述之國未接到上述通知彼等得表示其願望或書面陳述或面訴法庭即可決定

(二)凡會員國非會員國及團體曾經提出書面陳述或口頭陳述或兼而有之者對於其他會員國或非會員國或團體提出之陳述准其依照法庭(不開庭時則由庭長)所定各案之方式程度期限答辯之故書記官應按時將此項書面陳述通知於曾經提出相類陳述之會員國非會員國及團體

第六十七條新條文

法庭應宣佈其諮詢意見於公開之庭並當通知國際聯合會秘書長暨國際聯合會會員國非會員國及有直接關係之國際團體代表

第六十八條新條文

法庭執行諮詢職務時應以適用於爭執事件之本規約各條款為準繩惟限於法庭認為可以適用該項條款之際

批准書

前經本政府所派代表與一九二〇年十二月十六日國際裁判常設法庭規約議定書簽字各國代表於中華民國十八年九月十四日在日來弗共同簽定之修正前項規約議定書茲本政府特予批准爲此署名蓋印以昭信守

國民政府主席蔣中正

38

中華民國十九年八月二十九日

外交部長王正廷

ADHÉSION DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
 AU PROTOCOLE DE SIGNATURE DU STATUT
 DE LA COUR PERMANENTE DE
 JUSTICE INTERNATIONALE
 PROTOCOLE.

Les Etats signataires du Protocole de signature du Statut de la Cour permanente de Justice internationale du 16 décembre 1920, et les Etats-Unis d'Amérique, représentés par les soussignés dûment autorisés, sont convenus des dispositions suivantes, relativement à l'adhésion des Etats-Unis d'Amérique audit Protocole sous condition des cinq réserves formulées par les Etats-Unis dans la résolution adoptée par le Sénat le 27 janvier 1926.

Article premier.

Les Etats signataires dudit Protocole acceptent, aux termes des conditions spécifiées dans les articles ci-après, les conditions spéciales mises par les Etats-Unis à leur adhésion audit Protocole et énoncées dans les cinq réserves précitées.

Article 2.

Les Etats-Unis sont admis à participer, par le moyen de délégués qu'ils désigneront à cet effet et sur un pied d'égalité avec les Etats signataires, Membres de la Société des Nations, représentés, soit au Conseil, soit à l'Assemblée, à toutes délibérations du Conseil ou de l'Assemblée ayant pour objet les élections de juges ou de juges suppléants de la Cour permanente de Justice internationale visées au Statut de la Cour. Leur voix sera comptée dans le calcul de la majorité absolue requise dans le Statut.

Article 3.

Aucune modification du Statut de la Cour ne pourra avoir lieu sans l'acceptation de tous les Etats contractants.

Article 4.

La Cour prononcera ses avis consultatifs en séance publique, après avoir procédé aux notifications nécessaires et avoir donné aux intéressés l'occasion d'être entendus, conformément aux dispositions essentielles des articles 73 et 74 actuels du Règlement de la Cour.

ACCESSION OF THE UNITED STATES OF AMERICA
TO THE PROTOCOL OF SIGNATURE OF THE STATUTE
OF THE PERMANENT COURT OF
INTERNATIONAL JUSTICE
PROTOCOL.

The States signatories of the Protocol of Signature of the Statute of the Permanent Court of International Justice, dated December 16th, 1920, and the United States of America, through the undersigned duly authorised representatives, have mutually agreed upon the following provisions regarding the adherence of the United States of America to the said Protocol subject to the five reservations formulated by the United States in the resolution adopted by the Senate on January 27th, 1926.

Article 1.

The States signatories of the said Protocol accept the special conditions attached by the United States in the five reservations mentioned above to its adherence to the said Protocol upon the terms and conditions set out in the following Articles.

Article 2.

The United States shall be admitted to participate, through representatives designated for the purpose and upon an equality with the signatory States Members of the League of Nations represented in the Council or in the Assembly, in any and all proceedings of either the Council or the Assembly for the election of judges or deputy-judges of the Permanent Court of International Justice, provided for in the Statute of the Court. The vote of the United States shall be counted in determining the absolute majority of votes required by the Statute.

Article 3.

No amendment of the Statute of the Court may be made without the consent of all the Contracting States.

Article 4.

The Court shall render advisory opinions in public session after notice and opportunity for hearing substantially as provided in the now existing Articles 73 and 74 of the Rules of Court.

Article 5.

En vue d'assurer que la Cour ne donne pas suite, sans le consentement des Etats-Unis, à une demande d'avis consultatif concernant une question ou un différend auquel les Etats-Unis sont ou déclarent être intéressés, le Secrétaire général avisera les Etats-Unis, par la voie indiquée par eux à cet effet, de toute proposition soumise au Conseil ou à l'Assemblée de la Société des Nations et tendant à obtenir de la Cour un avis consultatif et, ensuite, si cela est jugé désirable, il sera procédé, avec toute la rapidité possible, à un échange de vues entre le Conseil ou l'Assemblée de la Société des Nations et les Etats-Unis sur la question de savoir si les intérêts des Etats-Unis sont affectés.

Lorsqu'une demande d'avis consultatif parviendra à la Cour, le Greffier en avisera les Etats-Unis en même temps que les autres Etats mentionnés à l'article 73 actuel du Règlement de la Cour en indiquant un délai raisonnable fixé par le Président pour la transmission d'un exposé écrit des Etats-Unis, concernant la demande. Si, pour une raison quelconque, l'échange de vues au sujet de ladite demande n'a pu avoir lieu dans des conditions satisfaisantes, et si les Etats-Unis avisent la Cour que la question au sujet de laquelle l'avis de la Cour est demandé est une question qui affecte les intérêts des Etats-Unis, la procédure sera suspendue pendant une période suffisante pour permettre ledit échange de vues entre le Conseil ou l'Assemblée et les Etats-Unis.

Lorsqu'il s'agira de demander à la Cour un avis consultatif dans un cas tombant sous le coup des paragraphes précédents, il sera attaché à l'opposition des Etats-Unis la même valeur que celle qui s'attache à un vote émis par un Membre de la Société des Nations au sein du Conseil ou de l'Assemblée pour s'opposer à la demande d'avis consultatif.

Si, après l'échange de vues prévu aux paragraphes 1 et 2 du présent article, il apparaît qu'on ne peut aboutir à aucun accord et que les Etats-Unis ne sont pas disposés à renoncer à leur opposition, la faculté de retrait prévue à l'article 8 s'exercera normalement, sans que cet acte puisse être interprété comme un acte inamicalement, ou comme un refus de coopérer à la paix et à la bonne entente générales.

Article 5.

With a view to ensuring that the Court shall not, without the consent of the United States, entertain any request for an advisory opinion touching any dispute or question in which the United States has or claims an interest, the Secretary-General of the League of Nations shall, through any channel designated for that purpose by the United States, inform the United States of any proposal before the Council or the Assembly of the League for obtaining an advisory opinion from the Court, and thereupon, if desired, an exchange of views as to whether an interest of the United States is affected shall proceed with all convenient speed between the Council or Assembly of the League and the United States.

Whenever a request for an advisory opinion comes to the Court, the Registrar shall notify the United States thereof, among other States mentioned in the now existing Article 73 of the Rules of Court, stating a reasonable time-limit fixed by the President within which a written statement by the United States concerning the request will be received. If for any reason no sufficient opportunity for an exchange of views upon such request should have been afforded and the United States advises the Court that the question upon which the opinion of the Court is asked is one that affects the interests of the United States, proceedings shall be stayed for a period sufficient to enable such an exchange of views between the Council or the Assembly and the United States to take place.

With regard to requesting an advisory opinion of the Court in any case covered by the preceding paragraphs, there shall be attributed to an objection of the United States the same force and effect as attaches to a vote against asking for the opinion given by a Member of the League of Nations in the Council or in the Assembly.

If, after the exchange of views provided for in paragraphs 1 and 2 of this Article, it shall appear that no agreement can be reached and the United States is not prepared to forgo its objection, the exercise of the powers of withdrawal provided for in Article 8 hereof will follow naturally without any imputation of unfriendliness or unwillingness to co-operate generally for peace and goodwill.

Article 6.

Sous réserve de ce qui sera dit à l'article 8 ci-après, les dispositions du présent Protocole auront la même force et valeur que les dispositions du Statut de la Cour et toute signature ultérieure du Protocole du 16 décembre 1920 sera réputée impliquer une acceptation des dispositions du présent Protocole.

Article 7.

Le présent Protocole sera ratifié. Chaque Etat adressera l'instrument de sa ratification au Secrétaire général de la Société des Nations, par les soins duquel il en sera donné avis à tous les autres Etats signataires. Les instruments de ratification seront déposés dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations.

Le présent Protocole entrera en vigueur dès que tous les Etats ayant ratifié le Protocole du 16 décembre 1920, ainsi que les Etats-Unis, auront déposé leur ratification.

Article 8.

Les Etats-Unis pourront, en tout temps, notifier au Secrétaire général de la Société des Nations qu'ils retirent leur adhésion au Protocole du 16 décembre 1920. Le Secrétaire général donnera immédiatement communication de cette notification à tous les autres Etats signataires du Protocole.

En pareil cas, le présent Protocole sera considéré comme ayant cessé d'être en vigueur dès réception par le Secrétaire général de la notification des Etats-Unis.

De leur côté, chacun des autres Etats contractants pourra, en tout temps notifier au Secrétaire général de la Société des Nations qu'il désire retirer son acceptation des conditions spéciales mises par les Etats-Unis à leur adhésion au Protocole du 16 décembre 1920. Le Secrétaire général donnera immédiatement communication de cette notification à tous les Etats signataires du présent Protocole. Le présent Protocole sera considéré comme ayant cessé d'être en vigueur dès que, dans un délai ne dépassant pas une année à compter de la date de la réception de la notification susdite, au moins deux tiers des Etats contractants, autres que les Etats-Unis, auront notifié au Secrétaire général de la Société des Nations qu'ils désirent retirer l'acceptation susvisée.

FAIT à Genève, le quatorzième jour de septembre mil neuf cent vingt-neuf, en un seul exemplaire, dont les textes français et anglais feront également foi.

Article 6.

Subject to the provisions of Article 8 below, the provisions of the present Protocol shall have the same force and effect as the provisions of the Statute of the Court and any future signature of the Protocol of December 16th, 1920, shall be deemed to be an acceptance of the provisions of the present Protocol.

Article 7.

The present Protocol shall be ratified. Each State shall forward the instrument of ratification to the Secretary-General of the League of Nations, who shall inform all the other signatory States. The instruments of ratification shall be deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations.

The present Protocol shall come into force as soon as all States which have ratified the Protocol of December 16th, 1920, and also the United States, have deposited their ratifications.

Article 8.

The United States may at any time notify the Secretary-General of the League of Nations that it withdraws its adherence to the Protocol of December 16th, 1920. The Secretary-General shall immediately communicate this notification to all the other States signatories of the Protocol.

In such case, the present Protocol shall cease to be in force as from the receipt by the Secretary-General of the notification by the United States.

On their part, each of the other Contracting States may at any time notify the Secretary-General of the League of Nations that it desires to withdraw its acceptance of the special conditions attached by the United States to its adherence to the Protocol of December 16th, 1920. The Secretary-General shall immediately give communication of this notification to each of the States signatories of the present Protocol. The present Protocol shall be considered as ceasing to be in force if and when, within one year from the date of receipt of the said notification, not less than two-thirds of the Contracting States other than the United States shall have notified the Secretary-General of the League of Nations that they desire to withdraw the above-mentioned acceptance.

DONE at Geneva, the fourteenth day of September, nineteen hundred and twenty-nine, in a single copy, of which the French and English texts shall both be authoritative.

UNION SUD-AFRICAINNE	UNION OF SOUTH AFRICA
Eric H. LOUW.	
ALLEMAGNE	GERMANY
Fr. GAUS	
AUSTRALIE	AUSTRALIA
W. HARRISON MOORE	
AUTRICHE	AUSTRIA
Dr. Marcus LEITMAIER	
BELGIQUE	BELGIUM
Henri ROLIN	
BOLIVIE	BOLIVIA
A. CORTADELLAS	
BRÉSIL	BRAZIL
M. DE PIMENTEL BRANDAO	
GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD	GREAT BRITAIN AND NARTHERN IRELAND
ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations.	and all parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations.
	Arthur HENDERSON
BULGARIE	BULGARIA
Vladimir MOLLOFF	
CANADA	CANADA
R. DANDURAND	
CHILI	CHILE
Luis V. DE PORTO-SEGURO	

CHINE	CHINA
	CHAO-CHU WU
COLOMBIE	COLOMBIA
	Françisco José URRUTIA
CUBA	CUBA
	G. DE BLANCK
DANEMARK	DENMARK
	Georg COHN
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	DOMINICAN REPUBLIC
	M. L. VASQUEZ G.
ESPAGNE	SPAIN
	C. BOTELLA
ESTONIE	ESTONIA
	A. SCHMIDT.
FINLANDE	FINLAND
	A. S. YRJÖ-KOSKINEN.
FRANCE	FRANCE
	Henri FROMAGEOT
GRÈCE	GREECE
	POLITIS
GUATMÉALA	GUATEMALA
	F. MORA.
HAÏTI	HAITI
	LUC DOMINIQUE
HONGRIE	HUNGARY
	Ladislav GAJZAGO.

INDE	INDIA
	Md. HABIBULLAH
ÉTAT LIBRE D'IRLANDE	IRISH FREE STATE
	John A. COSTELLO
ITALIE	ITALY
	Vittorio SCIALOJA
JAPON	JAPAN
	Isaburo YOSHIDA
LETTONIE	LATVIA
	Charles DUZMANS
LIBÉRIA	LIBERIA
	A. SOTTILE
LUXEMBOURG	LUXEMBURG
	BECH
NICARAGUA	NICARAGUA
	Francisco TORRES F.
NORVÈGE	NORWAY
	Arnold RAESTAD
NOUVELLE-ZÉLANDE	NEW ZEALAND
	C. J. PARR
PANAMA	PANAMA
	J. D. AROSEMENA
PARAGUAY	PARAGUAY
	R. V. CABALLERO DE BEDOYA
PAYS-BAS	THE NETHERLANDS
	V. EYSINGA
PÉROU	PERU
	Mar. H. CORNEJO

PERSE	P. P. KITABGI	PERSIA
POLOGNE	M. ROSTWOROWSKI S. RUNDSTEIN	POLAND
PORTUGAL	Prof. Doutor J. LOBO D'AVILA LIMA	PORTUGAL
ROUMANIE	ANTONIADÉ	ROUMANIA
SALVADOR	J. Gustavo GUERRERO	SALVADOR
ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES	L. CHOUMENKOVITCH	KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES
SIAM	VARNVAIDYA.	SIAM
SUÈDE	F. MARKS VON WÜRTEMBERG.	SWEDEN
SUISSE	MOTTA.	SWITZERLAND
TCHÉCOSLOVAQUIE	Zd. FIERLINGER	CZECHOSLOVAKIA
URUGUAY	A. GUANI	URUGUAY
VENEZUELA	C. ZUMETA	VENEZUELA

Copie certifiée conforme.
Genève, le 12 Octobre 1929.
Pour le Secrétaire général :

(Signed) J. Teixidor

Conseiller juridique du Secrétariat. p.i. Legal Adviser of the Secretariat.

Certified true copy.
Geneva, 12 October, 1929.
For the Secretary-General :

美國加入國際裁判常設法庭規約議定書（譯文）

一九二〇年十二月十六日國際法庭規約議定書簽字各國及美國關於美國加入該議定書除一九二六年一月念七日美國參議院表決之五項保留外特派代表議定條款如左

第一條 該議定書簽字各國按照下列各條所載條件承認美國以上述五項保留之特別條件加入該議定書

第二條 美國應准其派遣代表與國際聯合會會員國派赴大會或行政院之代表處於同等地位參與大會或行政院按照法庭規約所定各項程序選舉法官或候補法官其選舉票於決定規約規定之絕對多數時應計算在內

第三條 法庭規約如無締約各國之同意不得修改

第四條 法庭於按照現行法庭章程第七十三條及第七十四條之規定通知關係人並與關係人以機會到庭聽審後應宣布其諮詢意見於公開之庭

第五條 為保證法庭非經美國允許不得將有關美國利益或美國認為有關利益之問題或爭端於請求諮詢意見時有所表示起見國際聯合會秘書長應經由美國指定之機關將送交大會或行政院向法庭請求諮詢意見行之提案通知美國此時美國

與大會或行政院如以爲對於是否有關美國利益一節尙需交換意見應即從速辦理

諮詢意見之請求送至法庭時書記官應即通知美國及現行法庭規則第七十三條所舉之國並敘明庭長所定法庭接受美國關於前項請求書面陳述之期限設因故於該項請求無充分機會可以交換意見而諮詢意見之問題有關美國利益經美國向法庭聲明時則應有充分時間停止進行以便美國與大會或行政院交換意見

關於前數節所述向法庭請求諮詢意見各情形美國如加反對則其效力應與國際聯合會會員國在行政院或大會表決反對請求諮詢意見相同

設照本條第一節及第二節所述交換意見後不能成立妥協而美國又無拋棄其反對之意自可依照第八條之規定行使其撤銷加入之權但不能因此解釋爲不友誼行爲或不願意爲和平善意之合作

第六條 本議定書條款除下列第八條外均與法庭規約有同等效力此後如有簽字於一九二〇年十二月六日議定書者應視爲於本議定書條款亦經承認

第七條 本議定書須經批准各國應將批准書送交國際聯合會祕書長由該祕書長通知其他簽字各國批准書應由國際聯合會祕書廳存檔

本議定書俟批准一九二〇年十二月十六日議定書各國及美國將其批准書送交存檔後即生效力

第八條

美國可隨時通知國際聯合會秘書長將其加入一九二〇年十二月十六日議定書撤銷秘書長應立即將此通知書轉達本議定書其他簽字各國在此情形之下本議定書於秘書長接到美國通知書後即失其效力

至其他締約各國亦可隨時通知秘書長願將承認美國加入一九二〇年十二月十六日議定書之特別條件撤銷秘書長應立即將此通知書轉達簽字本議定書各國倘於接到通知書之日起一年以內有三分之二美國以外締約各國均通知國際聯合會秘書長願將上述之承認撤銷本議定書應即以失效計

一九二九年九月十四日訂於日來弗繕寫一份英文法文同一作準

南非聯邦 Eric H. LOUW.

德意志 Fr. GAUS

澳大利亞 W. HARRISON MOORE

奧地利 Dr. Marcus LEITZNER

比利時 Henri ROLIN

波利維亞 A. CORTADELLAS

巴西 M. DE PIMENTEL BRANDAO

大不列顛北愛爾蘭及不爲國際聯合會會員國之不列顛帝國各部 Arthur HENDERSON

布加利亞 Vladimir MOLTOFF

坎拿大 R. DANDURAND

智利 Luis V. DE PORTO-SÉGUR

52

中國 伍朝樞

哥倫比亞 Francisco José URRUTIA

古巴 G. DE BLANCK

丹麥 Georg COHN

多米尼加共和國 M. L. VASQUEZ G.

西班牙 C. BOTELLA

- 愛沙尼亞 A. SCHUMPER.
芬蘭 A. S. YRJO-KOSKINEN.
法蘭西 Henri FROVAGEOT
希臘 POLTIS
瓜地瑪拉 F. MORA.
海地 Luc DOMINIQUE
匈牙利 Ladislas GAZZAGO.
印度 M. HABPILAH
愛爾蘭自由邦 John A. COSTELLO
義大利 Vittorio S. LAIOJA
日本 Isaburo YOSHIDA
拉脫維亞 Charles DUTMANS

里比利亞 A. SOTILE

盧森堡 BECH

尼加拉瓜 FRANCISCO TORRES F.

那威 ARNOLD RAESTAD

紐絲綸 O. J. PARR

巴拿馬 J. D. AROSEMENA

巴拉圭 R. V. CABALLERO DE BEDOYA

和蘭 V. EYSINGA

祕魯 MAR. H. CORNEJO

波斯 P. P. KITABGI

波蘭 M. ROSTWOROWSKI S. RENDSTEIN

葡萄牙 Prof. Doutor J. Lobo d'AVILA LIMA

羅馬尼亞 ANTONI VDE

薩爾瓦多 J. GUSTAVO GILFERRERO

南斯拉夫王國 I. CHOU MENKOVITCH

暹羅 VARNVAIDYA.

瑞典 E. MARKS VON WITTEMBERG.

瑞士 MOTTA.

55

捷克斯拉夫 ZD. FERLINGER

烏拉圭 A. GIANI

委內瑞拉 C. ZUMERA

批准書

前經本政府所派代表與美國及一九二〇年十二月十六日國際裁判常設法庭規約議定書簽字各國代表於中華民國十八年九月十四日在日來弗共同簽定之美國加入前項規約議定書茲本政府特予批准爲此署名蓋印以昭信守

國民政府主席蔣中正

中華民國十九年八月二十九日

外交部長王正廷

THE PERMANENT OFFICE OF THE
CHINESE DELEGATION
TO THE LEAGUE OF NATIONS

No. 622.

41 Quai Wilson,
Geneva, October 13th, 1930.

Sir,

Following my letter No. 610 dated September 2nd last and on instructions now received from the Ministry of Foreign Affairs, Nanking, I have the honour to forward to you herewith, for deposit, two instruments of the ratifications by the Chinese National Government of the following two Protocols both adopted by the Assembly of the League of Nations on September 14th, 1929:

- 1) Protocol relating to the Revision of the Statute of the Permanent Court of International Justice;
- 2) Protocol relating to the Accession of the United States of America to the Protocol of Signature of the Statute of the Permanent Court of International Justice.

I have the honour to be,

Sir,

Your obedient Servant.

(Signed) Woo Kaiseng

Director of the Permanent Office
of the Chinese Delegation.

The Honourable Sir Eric Drummond,
Secretary-General of the League of Nations,
Geneva.

3C/21849/14587
3C/22099/14586

League of Nations
Geneva, October 16th, 1930.

Sir,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter of the 13th of this month, No. 622, by which you have been good enough to forward to me the instruments of ratification by His Excellency the President of the National Government of the Republic of China of the following two Protocols, which were adopted by the Assembly of the League of Nations and signed at Geneva, on September 14, 1929:

Protocol relating to the Revision of the Statute of the Permanent Court of International Justice ;

Protocol relating to the Accession of the United States of America to the Protocol of Signature of the Statute of the Permanent Court of International Justice.

The above mentioned instruments of ratification having been deposited with the Secretariat of the League of Nations on October 14th, 1930, I beg you to accept that your note and the present reply shall take the place of a proces-verbal of deposit.

I shall not fail to inform this deposit the Member of the League of Nations and other interested States.

I have the honour to be,

Sir,

Your obedient Servant,

For the Secretary-General

(Signed) Buero

Legal Adviser of the Secretariat.

His Excellency the Minister Plenipotentiary,
Director of the Permanent Office of the Chinese
Delegation to the League of Nations,
Geneva.